

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je peux assurer l'honorable député que le gouvernement surveille l'affaire attentivement.

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre ne pourrait-il pas mettre des fusils de chasse à la disposition de ceux qui veulent faire la chasse aux sorcières?

[Traduction]

L'OTAN—LA POSSIBILITÉ DE CHANGEMENTS  
DANS LES ENGAGEMENTS DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au ministre de la Défense nationale. Le Canada se propose-t-il de demander à la conférence ministérielle de l'OTAN, qui aura lieu la semaine prochaine, qu'on apporte des changements à ses engagements ou ses contributions à cet organisme.

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Pas à ses engagements, monsieur l'Orateur. Nous discuterons du niveau des effectifs avec les autres pays.

**L'hon. M. Harkness:** Puis-je poser une question complémentaire? Le ministre est-il en mesure d'indiquer à la Chambre quel changement le Canada demandera au sujet de ses effectifs?

**L'hon. M. Martin:** Mon honorable ami le sait, et je crois qu'il l'a dit lui-même une fois en réponse à une question semblable, avant que la chose ait été examinée avec les membres de l'Alliance, il n'est pas possible de donner une idée.

### LES FINANCES

LE DÉTAIL DES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES  
PROPOSÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. En participant au débat sur le budget demain, comme il en a exprimé l'intention, entend-il exposer en détail les réductions proposées à l'égard du budget de 1967-1968?

**L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor):** Mon honorable ami devra attendre mon discours de demain.

[M. Caouette.]

**L'hon. M. Hees:** J'aimerais poser une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne connaît-il pas la réponse du ministre des Finances à une question que je lui ai posée à la Chambre le 15 novembre?

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre, s'il vous plaît. Les dernières remarques du député amorcent une controverse.

**L'hon. E. D. Fulton (Kamloops):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre des Finances a assuré à la Chambre que le ministre du Revenu national fournirait ces précisions, ne serait-il pas maintenant plus disposé à nous fournir l'assurance que le député de Northumberland a demandée?

**L'hon. M. Benson:** Je serais heureux de fournir tous les détails demain soir.

DEMANDE DE COMPENSATION POUR LES BÉNÉFICIAIRES CANADIENS DE PENSIONS DU  
GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** J'aimerais poser une question au ministre des Finances, sur la demande de deux charmantes veuves représentant un certain nombre de citoyens canadiens bénéficiaires de pensions du gouvernement britannique, qui subissent les contrecoups de la récente dévaluation de la livre sterling. Y a-t-il une mesure législative ou des règlements qui permettraient au gouvernement d'accorder une compensation aux Canadiens bénéficiaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité du gouvernement britannique?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Je réponds au charmant député de Kootenay-Ouest que je tiens sa question pour préavis et que j'en discuterai avec mon collègue le ministre des Affaires des anciens combattants.

### LA CAPITALE NATIONALE

LA CONSTITUTION D'UN COMITÉ  
PARLEMENTAIRE MIXTE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New Westminster):** J'aimerais poser une question au ministre des Travaux publics qui fait rapport à la Chambre pour la région de la capitale nationale. Nous dira-t-il vers quelle date on se propose de constituer un comité parlementaire de la région de la capitale nationale?

**L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics):** Oui, monsieur l'Orateur, au début de l'année prochaine.